



Violence policière et stratégie politique: L'intimidation de notre génération !

Par [Guillaume Loiseau-Boudreau](#)

Mondialisation.ca, 04 mai 2012

[L'aut'journal info](#) 4 mai 2012

Région : [Le Canada](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Analyses: [Le «Printemps érable»](#), [LE QUÉBEC](#)

L'auteur est étudiant en droit à l'UQÀM et membre de l'Équipe de surveillance des interventions policières

J'ai discuté avec des amis et nous croyons que Jean Charest veut frapper fort à l'extérieur de Montréal pour laisser croire que le mouvement est seulement concentré à Montréal. La répression est présentement très forte à Sherbrooke, Mont-Laurier et en Outaouais. Le gouvernement laisse pourrir les crises pour ensuite criminaliser les manifestants et manifestantes.

Les policiers utilisent une force physique abusive dans leurs interventions. Un article daté du 27 avril 2012 affirmait d'ailleurs que des policiers du SPVM avaient été accusés de possession de stéroïdes. Voilà ce qui explique certains comportements ultra-agressifs. Plusieurs vidéos sur internet vous le confirmeront.

De plus, ils attaquent les manifestants psychologiquement et leur font subir des traitements cruels, inhumains et dégradants. Nous avons été témoins de propos sexistes, d'agressions armées de la part de policiers, de préjugés et de propos vraiment condescendants.

Il y a énormément de violence et d'intimidation de la part des institutions policières contre le mouvement de grève et ses participants-es. Les policiers ne respectent plus leur propre code de déontologie, et encore moins nos deux Chartes des droits et libertés.

La police est officiellement le bras armé de Charest pour éteindre la révolte populaire. Nous ne vivons plus dans un État libre et démocratique, mais davantage dans un État policier dans lequel les juges, nommés par les Libéraux, sont clairement partiaux dans ce conflit lorsqu'ils émettent des injonctions déraisonnables qui font primer le droit d'un individu à ses cours sur les droits d'un groupe à la liberté d'expression, de réunion et d'assemblée.

Les injonctions sont des bâillons judiciaires qui viennent interférer directement dans un débat politique et social.

Il faut absolument que les médias se réveillent. Il y a des agents de police infiltrés dans chaque manifestation. Parfois ils agissent comme des observateurs, parfois comme des casseurs.

J'ai appris de la part de bonnes sources que les arrestations massives de mercredi passé (25 avril) à Montréal étaient prévues depuis au moins le matin. Quelqu'un que je connais s'est fait appeler durant la manifestation en se faisant dire: « sors de là, on rentre dans le tas dans 20 minutes et on sait où sont les black blocks... » Une autre source me disait que son père ne voulait pas qu'elle aie à cette manifestation car il savait que la police allait faire des arrestations de masse.

Durant ladite manif, plusieurs fois des policiers sont venus dire aux parents près de moi de quitter la manifestation avant que ça dégénère, puis, plus tard sur un ton plus dur, la police leur a dit: « quittez SVP, ça va dégénérer... »

Donc, ils avaient prévu d'intervenir de la sorte pour ensuite justifier leurs discours répressifs en public.

Les services de police tentent, avec la pression de leurs supérieurs et du gouvernement, de semer le chaos dans le mouvement étudiant pour les faire passer pour des « casseurs » alors que la manifestation de mercredi le 25 avril était très relax jusqu'à ce que la police s'énerve et frappe tout le monde.

Ils se justifient ensuite à la télévision en disant : « on a été forcé d'agir... on n'a pas eu le choix... ». C'est tellement juste de la rhétorique autoritaire de la part d'un État incapable de gérer une crise sociale. Une personne brise une fenêtre = on frappe 10 000 manifestants ?!?

Les policiers et policières devraient retourner à l'école pour apprendre le principe de la proportionnalité des interventions en fonction des circonstances.

La justice n'est plus au Québec. La politique se joue maintenant comme un rapport de force entre le gouvernement et les étudiants. Sauf que nous, on n'est pas armé...

La situation est critique. Les policiers à qui j'ai réussi à parler m'ont dit que nous représentons une « menace » et qu'il fallait neutraliser la menace... nous sommes des ennemis du peuple parce que nous voulons défendre le droit à l'éducation, accessible pour tous, et le moins cher possible.

C'est complètement fou à quel point ce gouvernement nous désillusionne de la démocratie et de tous ces beaux principes. Nous sommes révoltés parce que chaque jour, nous nous faisons mentir en pleine face par le gouvernement corrompu de Jean Charest et ses paramilitaires: la police. Cette situation a assez duré. Nous ne céderons plus à votre chantage.

Il est temps d'agir camarades, le monde doit savoir.

La source originale de cet article est [L'aut'journal info](#)

Copyright © [Guillaume Loiseau-Boudreau](#), [L'aut'journal info](#), 2012

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca